



Banquier privé au pays des Helvètes

Destination de choix,
Genève emploie
15.600 frontaliers
dans la finance.
Mais attention à peser
le pour et le contre
avant d'y tenter
votre chance...

PAR THIERRY IOCHEM

De plus en plus de Français endossent un costume de banquier suisse. Ils s'orientent alors vers la Suisse romande, dans les cantons de Genève et de Vaud (Lausanne), mais aussi vers la Suisse alémanique où une communauté financière importante se développe. Ils travaillent dans les grandes banques du cru, telles UBS (27.000 salariés en Suisse) ou Credit Suisse Group (20.000), mais également dans de plus petits établissements et, bien sûr, dans les groupes français. BNP Paribas, par exemple, emploie 1.700 collaborateurs en Suisse.

Au pays helvète, 337 établissements bancaires gèrent près de 3.000 milliards d'euros pour le compte de leurs clients tandis que Genève et Zurich figurent parmi les Places financières d'envergure internationale. Et le marché de la gestion de fortune devrait globalement progresser de 30 % par an au cours des prochaines années, selon une récente étude de PricewaterhouseCoopers Suisse. Une aubaine pour les candidats. « *Les actifs sous gestion ayant largement enflé grâce aux marchés durant le premier semestre, bon*



nombre de banques ont dû augmenter significativement leurs effectifs, explique Christophe Mauron, associé-fondateur de Lotus Partners, un cabinet de recrutement basé à Genève. *Les aléas estivaux n'ont pas encore retourné la situation, à de très rares exceptions près.* »

Rien qu'à Genève, 31.446 personnes travaillent pour le secteur financier, dont 18.790 dans les 142 banques genevoises. C'est là que se concentrent banquiers privés ou exerçant au sein du département *private banking* de banques. Pour ces postes de *client advisor* chez UBS, *financial advisor* chez Merrill Lynch ou encore *relationship manager* chez Deutsche Bank, un minimum de trois à six ans d'expérience est requis. Mais l'époque étant prospère, des positions moins stratégiques recherchent aussi des compétences : les chargés de communication ou encore les « *business developers* », chargés d'assurer le suivi des relations commerciales, reviennent à la mode. « *Une nouvelle gamme de postes s'insère de plus en plus fermement dans le milieu bancaire genevois, celle des conseillers, qui viennent se loger entre les banquiers et les différents départements de la banque* », note Christophe Mauron.

Salaire, des apparences trompeuses

On trouve désormais des conseillers dédiés à certains types d'actifs ou plus généralistes, dont la mission est d'assurer l'adéquation entre les besoins du client et l'offre copieuse de solutions que la banque peut fournir. Enfin, les postes d'acquisiteurs, chargés de développer la clientèle, demeurent toujours

N'est pas banquier privé qui veut

L'expression « banquier privé » évoque l'idée de libre entreprise, de personnalités indépendantes, de tradition bien ancrée, de discrétion, d'ouverture sur le monde, mais avant tout, celle de la maîtrise d'un métier : la gestion de fortune et le commerce des titres.

Un point essentiel distingue le banquier privé des banquiers exerçant dans des établissements qui déploient une activité de *private banking* : c'est à la fois un banquier et entrepreneur qui s'investit totalement dans son entreprise où il engage sa responsabilité sur l'ensemble de son patrimoine commercial et personnel. A ce titre, le banquier privé répond à une définition stricte mentionnée dans la loi fédérale

TÉMOIGNAGE



David Talerma*,
analyste marketing à la Banque Cantonale Vaudoise

« La Suisse n'est proche de la France que géographiquement »

David Talerma, 36 ans, habite dans les environs de Lausanne. Il a travaillé plus de cinq ans dans le secteur bancaire. Son arrivée, en 2001, n'a pas été de tout repos : « *La plus grande difficulté, une fois sur place, a été de trouver un logement. Le marché de l'immobilier étant tendu, je n'ai pas vraiment eu le choix. Plus tard, j'ai appris qu'il existait des différences fiscales entre les communes, ce qui n'était pas clair à mon arrivée.* » Autre obstacle, « *les formalités administratives, pour la voiture, les assurances ou les impôts ne sont pas toujours faciles à comprendre* ».

A ces éléments matériels s'ajoutent des différences culturelles. Si, langue française aidant, vous avez l'impression de rentrer dans un univers connu, la réalité est tout autre : « *La Suisse n'est proche de la France que géographiquement*, observe-t-il. *Beaucoup de choses sont différentes, notamment l'approche du business, bien plus pragmatique.* »

* Auteur de l'ouvrage « *Travailler et vivre en Suisse : guide pratique pour les résidents et frontaliers* », Editions Gualino

alléchants, pour autant que le candidat puisse ramener un minimum de 80 à 100 millions d'euros d'actifs dans les trois ans.

En outre, les assistants de gestion confirmés et les *middle-officers* expérimentés sont des denrées rares. De fait, les jeunes diplômés sont plutôt orientés vers les back et middle-offices. Pour ces postes aux « opérations », les banques forment encore leur personnel mais le turnover qu'elles enregistrent est important : après deux ans d'expérience, la

plupart des collaborateurs cherchent à progresser. Les surenchères salariales sont monnaie courante.

Le salaire minimum dans une banque suisse est de 4.600 francs suisses par mois (soit 2.800 euros). Un professionnel avec cinq ans d'ancienneté peut compter sur un salaire annuel minimum de 200.000 francs suisses (122.000 euros), bonus compris. Beaucoup de Français prennent uniquement en compte l'aspect salaire. Mais travailler en Suisse, c'est non seulement accepter des semaines de 45 à 50 heures, mais aussi un régime social et fiscal radicalement différent.

En matière d'impôt sur le revenu, la législation est relativement complexe. Ainsi, un travailleur étranger résidant en Suisse n'y sera pas soumis de la même façon selon qu'il gagne plus ou moins 120.000 francs suisses bruts (500.000 francs suisses pour Genève). En dessous de ce seuil, l'imposition s'effectue à la source et il n'y a pas de déclaration à effectuer. Au-delà, il faut faire une déclaration dont le barème diffère selon la commune et le canton de résidence. Aux impôts communaux et cantonaux, qui représentent plus des deux tiers de l'imposition, se rajoutent les impôts fédéraux, dont le montant est le même partout en Suisse.

Enfin, l'impôt sur la fortune y est marginal et ne concerne que les résidents suisses. Malgré les nouvelles dispositions fiscales de la loi Sarkozy, la Suisse reste plus attrayante. « *Le bouclier* ►



Compter un tiers du salaire en logement et un autre en impôt et couverture sociale

fiscal ne concernera qu'un infime pourcentage de la population, à savoir les grosses fortunes. Et puis en Suisse, les règles relatives à la fiscalité évoluent moins qu'en France. Il n'y a donc pas de mauvaises surprises à attendre pour les prochaines années », explique David Talerman, ancien analyste marketing pour la BCV (*lire le témoignage*), aujourd'hui créateur d'entreprise proposant des services sur internet pour les futurs travailleurs en Suisse.*

Par ailleurs, les charges liées à l'assurance maladie, quoique moins élevées qu'en France, reposent intégralement sur le salarié suisse. La cotisation est obligatoire, mais elle doit être réglée individuellement, hors prélèvements sur les revenus. « *Le salaire est effectivement plus élevé en Suisse, mais avec le loyer, l'assurance maladie et le coût de la vie, j'épargne moins que lorsque je travaillais en France* », explique une expatriée française. Au total, il faut compter en effet près d'un tiers du salaire en dépenses de logement, et un autre tiers pour les impôts et la couverture maladie.

Frontalier ou résident

Pour réduire les dépenses de logement, beaucoup de Français travaillant en Suisse préfèrent rester vivre de ce côté-ci de la frontière. Le nombre de frontaliers dans la finance helvète, soit plus de 15.600 personnes (dont une large majorité de Français), est en constante augmentation. De ce fait, le coût de la vie à proximité de la frontière côté français est proche de celui



L'AVIS DE... Thierry Sauvaire, responsable département juridique et fiscal chez KPMG Genève

« *L'avantage fiscal de la Suisse est une réalité* »

Quels sont les principaux avantages fiscaux pour les expatriés travaillant en Suisse ?

Sur le plan de la Sécurité sociale tout d'abord, les cotisations sont bien moins élevées que dans l'Hexagone. Par exemple, les cotisations patronales sont réduites de moitié par rapport à celles pratiquées en France. De plus, une législation fiscale spécifique pour les expatriés prévoit la déduction de montants forfaitaires ainsi que l'absence de taxation pour certains avantages, comme les frais de scolarité. Il existe aussi des avantages fiscaux pour les stock-options et les autres moyens de compensation. Enfin, soulignons que l'équivalent suisse de l'impôt sur la fortune (ISF) connaît des taux plus faibles et que le gain en capital sur la fortune privée n'est pas imposable. En revanche, le système français du quotient familial, calculé en fonction des charges de famille, n'existe malheureusement pas en Suisse où, il faut bien le reconnaître, les composantes de la famille sont très peu prises en compte.

Existe-t-il des dispositions spécifiques pour le secteur bancaire ?

Non, la plupart des avantages dont bénéficient des catégories socio-

professionnelles spécifiques ont été abolies au profit d'avantages généralisés. Ces avantages sont octroyés en général en fonction du devoir de représentation et de la rémunération réalisée. Les cadres bancaires en bénéficient donc sur la base des mêmes règles que les cadres de toute autre industrie. Soulignons également qu'il n'existe strictement aucune différence de traitement fiscal entre un expatrié français qui travaille dans une banque suisse et un autre qui travaille dans une banque étrangère implantée en Suisse.

Fiscalement, vaut-il mieux pour un Français être frontalier ou résider en Suisse ?

Selon les conventions en vigueur, un frontalier sera imposé à Genève s'il y travaille, mais en France s'il travaille dans quasiment tous les autres cantons suisses. Dans le premier cas, l'imposition à Genève est libératoire de toute imposition sur le revenu du travail en France. Il est difficile de généraliser mais il est vrai que pour la majorité des cas, une imposition en Suisse est préférable. Quant aux expatriés travaillant à Genève, l'imposition s'y fera de toute façon, quel que soit le domicile.

de la Suisse, voire plus élevé, et les « travailleurs frontaliers » habitant en France s'installent de plus en plus loin, parfois à plus de 30 kilomètres. Ce qui induit... des embouteillages tels qu'il faut jusqu'à une heure et demi de trajet pour se rendre sur son lieu de travail !

Toutefois, choisir Genève n'est pas une option plus simple. Le canton possède le taux de logements vacants le plus faible, selon l'Office fédéral de la statistique, soit 0,19 %, ce qui représente à peine à plus de 400 logements ! Un choix qui implique donc de « *vivoter dans un appartement temporaire durant des mois avant de trouver un nid douillet* », avertit Christophe Mauron. « *Toutefois, l'employeur peut jouer un rôle déterminant auprès des régies immobilières pour l'attribution d'un logement* », fait remarquer David Talerman.

D'où la nécessité de s'informer sur les possibilités de logement en Suisse et en périphérie française (que les Suisses appellent la « France Voisine »). D'autant que le permis de séjour et de travail différera selon que l'on est résident ou frontalier. ■

*<http://www.travailler-en-suisse.ch/>

QUELQUES CONSEILS POUR POSTULER

- ▶ Évitez d'envoyer le même dossier pour des postes différents, les recruteurs suisses détestent. Ils attendent un curriculum vitae sur deux pages maximum et, le jour de l'entretien, les copies de vos diplômes et certificats de travail.
- ▶ Si vous avez un *book* ou un portefeuille de clients, un *business plan* vous sera certainement demandé. Toutefois, si votre *book* dépasse les 100 millions d'euros, libre à vous de choisir l'établissement avec lequel vous voulez travailler !
- ▶ Une fois en place, ne critiquez jamais un supérieur en public : une grande importance est accordée à la hiérarchie.
- ▶ Cultivez la principale qualité des banquiers suisses : la discrétion. Certains établissements iront jusqu'à vous demander de ne pas saluer un client que vous rencontrerez dans la rue.